



**La mobilisation de la semaine dernière**, le lundi 4 mai, devant les grilles de la Préfecture l'avait indiqué. Ils n'ont pas dit leur dernier mot. Qui ? Les élus du Sud-Essonne et des 97 communes de l'Essonne et des départements limitrophes qui avaient répondu présents à l'appel de l'Association de Défense de la Santé de Saint-Escobille (ADSE). L'objet de leur mécontentement est clair. L'attitude du Préfet de l'Essonne qui, sur le dossier de la création d'un centre de stockage de déchets ultimes, a choisi de passer en force. *"Tous les élus concernés se sont exprimés et positionnés contre cette opération. Le Projet d'Intérêt Général (PIG), décidé par le représentant de l'Etat, c'est non seulement ne pas respecter la décision des élus locaux mais c'est également déjuger les associations, les habitants et les experts qui ont*

## Saint-Escobille : contre la décharge, les élus haussent le ton

*émis des doutes sur l'absence d'impact sur l'environnement et rejettent en bloc ce centre d'enfouissement technique au regard des risques sanitaires, économiques ou environnementaux*", indique Franck Marlin, le député-maire d'Etampes. En parallèle du recours gracieux qui va être déposé contre ce projet afin d'invalider, devant le Tribunal d'Evry, l'arrêté préfectoral, les élus font feu de tout bois pour alerter de la situation. En effet, comment ne pas s'interroger et s'élever contre le choix d'implantation aux franges de l'Essonne à proximité de la nappe phréatique de Beauce et d'un territoire agricole dépourvu d'infrastructures routières nécessaires à l'exploitation d'un tel site ? Comment ne pas prendre en compte l'inquiétude exprimée par les agriculteurs qui se sont tournés vers des productions céréalières de qualité aux cahiers des charges stricts à l'origine de labels et de certifications et qui verront leurs contrats conclus avec les coopératives, les meuniers ou les brasseurs, cassés

au motif de l'application du principe de précaution ?

### Suspendre le projet et ouvrir les négociations

**Vent debout contre ce projet qui va à l'encontre des mesures préconisées par le Grenelle de l'environnement, les élus demandent le retour au dialogue.** Si, par l'intermédiaire du député, ils ont fait appel aux ministres de l'Agriculture et de l'Ecologie, pour faire entendre leurs arguments, ils ne désespèrent pas de faire entendre raison au Préfet. *"Il faut prendre conscience des inquiétudes légitimes qui sont exprimées contre ce projet qui présente de réelles menaces. Notre mobilisation est entière. Nous sommes déterminés à défendre notre territoire. Mais nous sommes aussi responsables et prêts à ouvrir des négociations avec le Préfet. Mais à une seule condition, c'est qu'avant, il suspende sa décision !"*, précise un des porte-parole du mouvement. A suivre...